

Association ASPE2A

24 rue Louis Vestrepain

31100 TOULOUSE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

• EXPERTISE COMPTABLE

• AUDIT & CAC

• JURIDIQUE

• PATRIMOINE

• INFORMATIQUE

• PAIE

• RH & SOCIAL

• FINANCEMENT

À l'Assemblée Générale de l'association ASPE2A,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association ASPE2A relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Toulouse
Le 10/06/2025

Signé par Stéphane Klutsch
Le 10/06/2025

ID: tx_MBxYaY786bmA



Stéphane KLUTSCH

@ec Audit
Associé
Commissaire aux Comptes

ANNEXE AU RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

aspe2a-Bilan Actif

Groupe de dossiers : 04 - G4 consolidé GP+GC+retraitement - Périodes de : 01/2024 à 12/2024

ACTIF	Brut 2024	Amortissement 2024	Net 2024	Net 2023
Actifs immobilisés				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement	9 900		9 900	
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	202 605	190 504	12 101	13 870
Autres immobilisations incorporelles	26 560	24 758	1 802	26 560
Immobilisations incorporelles en cours	1 800		1 800	1 800
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	1 659 279	10 920	1 648 360	1 648 360
Constructions	10 854 526	4 422 213	6 432 313	6 775 154
Installations techniques, matériel et outillage industriel	1 245 056	1 068 854	176 202	110 841
Autres immobilisations corporelles	1 393 218	1 078 150	315 068	327 663
Immobilisations corporelles en cours	3 024 559		3 024 559	323 542
Avances et acomptes	1 800		1 800	1 800
Biens reçus par leg ou donations destinés à être cédés				
Biens reçus par leg ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	2 104		2 104	2 104
Autres titres immobilisés	225 242		225 242	208 314
Prêts				
Autres immobilisations financières	70 790		70 790	87 603
TOTAL I	18 717 439	6 795 399	11 922 041	9 527 610
Actif circulant		0	0	0
Stocks et en cours	0	0	0	0
Avances et acomptes	5 591		5 591	3 273
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	2 667 473		2 667 473	2 923 387
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	381 991		381 991	130 342
Valeurs mobilières de placement	44 653		44 653	24 404
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	2 647 727		2 647 727	3 047 574
Charges constatées d'avance	54 368		54 368	50 611
TOTAL II	5 801 804		5 801 804	6 179 592
Frais d'émission des emprunts (III)	62 366		62 366	33 863
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	24 581 609	6 795 399	17 786 210	15 741 066



Bilan Passif des Associations et Fondations

Groupe de dossiers : 04 - G4 consolidé GP+GC+retraitement - Périodes de : 01/2024 à 12/2024

PASSIF	Exercice 2024	Exercice 2023
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	129 543	129 543
Fonds propres complémentaires	116 758	116 758
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires	0	0
Fonds propres complémentaires	0	5 428
Ecart de réévaluation	260 787	260 787
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	0	0
Réserves pour projet de l'entité	4 681 504	4 482 687
<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>4 681 504</i>	<i>4 482 687</i>
Autres réserves	258	258
Report à nouveau	-1 105 496	-1 182 079
<i>dont report à nouveau hors activités sociales et médico-sociales</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales non contrôlées</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>-384 984</i>	<i>-446 800</i>
<i>dont dépenses refusées ou inopposables aux financeurs</i>	<i>-15 132</i>	<i>-4 003</i>
<i>dont charges des activités SMS de prise en compte différée</i>	<i>-705 380</i>	<i>-731 276</i>
Résultat en attente d'affectation	0	0
<i>dont résultat hors activités sociales et médico-sociales</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales non contrôlées</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Excédent ou déficit de l'exercice	166 152	269 972
Situation nette (sous total)	4 249 506	4 083 354
Fonds propres consommables	0	0
Subventions d'investissement	438 320	179 851
Provisions réglementées	948 719	946 088
Droits des propriétaires - (Commodat)	0	0
TOTAL I	5 636 545	5 209 293
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	0	0
Fonds dédiés	529 327	574 554
TOTAL II	529 327	574 554
PROVISIONS		
Provisions pour risques	136 148	81 148
Provisions pour charges	24 097	25 952
TOTAL III	160 244	107 099
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	8 919 390	7 087 833
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commande	730	5 392
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	437 679	524 557
Dettes des legs ou donations	0	0
Dettes fiscales et sociales	1 827 303	1 736 826
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	42 527	86 479
Autres dettes	232 464	409 032
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL IV	11 460 093	9 850 120
Ecart de conversion Passif (V)		
Comptes en dehors du plan comptable officiel (à analyser)	0	0
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	17 786 210	15 741 066



Compte de Résultat des Associations et Fondations

Groupe de dossiers : 04 - G4 consolidé GP+GC+retraitement - Périodes de : 01/2024 à 12/2024

PRODUITS	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	290	80
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens		
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestation de service	37 237	37 737
<i>Dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	17 753 868	17 110 101
<i>Dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	17 754 032	17 090 171
Versements des fondateurs ou conso de la dot consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
<i>Dons manuels</i>	150	1 100
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	142 931	152 807
Utilisations des fonds dédiés	47 730	55 580
Autres produits	6 964	6 036
TOTAL I	17 989 169	17 363 442

CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	0	0
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	4 422 770	4 785 644
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	1 146 359	1 075 596
Salaires et traitements	8 258 934	7 665 539
Charges sociales	3 229 298	3 038 035
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	541 289	442 439
Report en fonds dédiés	2 503	
Autres Charges	51 555	40 687
TOTAL II	17 652 709	17 047 940

1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	336 461	315 502
------------------------------------------	----------------	----------------

PRODUITS FINANCIERS		
De participation	4 778	2 032
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	2 631	2 464
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		757
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	824	1 598
TOTAL III	8 233	6 850



CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions	15 407	17 418
Intérêts et charges assimilées	175 750	64 158
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	723	248
TOTAL IV	191 880	81 824
2.RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-183 647	-74 974
3.RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	152 814	240 529
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	13 459	7 624
Sur opérations en capital	13 643	31 201
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	1 855	1 855
TOTAL V	28 957	40 680
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	12 970	8 729
Sur opérations en capital	18	45
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions	2 631	2 464
TOTAL VI	15 619	11 237
4.RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	13 338	29 443
Participation des salariés aux résultats (VII)	0	0
Impôts sur les bénéfices (VIII)	0	0
Total des produits (I+III+V)	18 026 360	17 410 972
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	17 860 208	17 141 001
EXCEDENT OU DEFICIT	166 152	269 972
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL	0	0
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURES		
Secours en nature		
Mise à disposition de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole		
TOTAL	0	0



ASPE2A		N	N-1
COMPTES ANNUELS DU : 01/01/2024		EXERCICE : 2024	2023
AU : 31/12/2024		Durée : 12 mois	12 mois

ANNEXE

PREAMBULE (1/1)

DESCRIPTION DE L'OBJET SOCIAL, DES ACTIVITES ET DES MOYENS MIS EN ŒUVRE

LES BUTS DE L'ASSOCIATION

- 1 - La création, l'organisation et la gestion de services concourant à la protection physique et morale des jeunes et des adultes dans tous les cas où elle est nécessitée par les circonstances.
- 2 - L'administration, la gestion technique, administrative et financière de l'Institut Thérapeutique Educatif et Pédagogique « Château Sage » (I.T.E.P. CHATEAU SAGE), lequel propose à des enfants, des adolescents et jeunes adultes des deux sexes, en difficulté, une aide ou un accompagnement personnalisé interdisciplinaire, défini dans le Projet d'Etablissement destiné à lutter contre toute forme d'exclusion et permettant l'accès à la Citoyenneté de la personne Sujet de son développement.
- 3 - La surveillance matérielle et morale des jeunes et des adultes qui lui sont confiés par l'autorité judiciaire ou les services de l'Aide Sociale à l'Enfance du Conseil Départemental au titre de l'article 375 du Code Civil, du Décret 75-96 du 18 Février 1975 et de l'Ordonnance du 02 Février 1945.
- 4 - L'Association se déclare concernée par toute question relative à l'enfance en danger, aux jeunes majeurs et aux adultes.
- 5 - Elle prend toutes initiatives lui permettant de mener à bien les missions d'intérêt général définies à l'article 1 et veille à la qualité des actions mises en œuvre auprès des usagers.
- 6 - Elle exerce l'ensemble des prérogatives relevant des missions des services et des établissements pour lesquels elle est autorisée à fonctionner.
- 7 - Elle peut créer des organisations, internes ou externes, de tout ordre pouvant contribuer à la réalisation de ses missions. Ces organisations pourront s'inscrire dans une relation de partenariat avec tout organisme susceptible de contribuer à l'amélioration des services.

Pour atteindre ses buts, l'Association peut, dans le cadre des réglementations en vigueur, notamment :

- Acquérir ou louer les immeubles nécessaires au fonctionnement de ses services ;
- Pourvoir à l'hébergement des personnes qu'elle reçoit, en assurant aussi la gestion d'un parc locatif immobilier privé ;
- Signer des conventions ou des contrats avec des partenaires extérieurs susceptibles de concourir à ses missions ;
- Répondre à des appels à projets ou à des appels d'offres.

L'Association ASPE2A dont le siège social est fixé au 24 rue Vestrepain 31100 Toulouse depuis le 1er janvier 2024 présente les caractéristiques suivantes :

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 17 786 210 €.

Le résultat net comptable est un excédent de 166 152 €.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été arrêtés le 31/12/2024 par les dirigeants.



ANNEXE

A - INFORMATIONS GENERALES ET FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE (1/2)

ACTIVITES DE L'ASSOCIATION			
FINANCEURS	DISPOSITIF	ETABLISSEMENTS	NATURE DE L'ACTIVITE
CONSEIL DEPARTEMENTAL 31	SIEGE (Direction générale)		
	Dispositif hébergement	MECS l'Orangerie	Maison d'enfants à caractère social 60 places réparties en villas diffuses d'hébergements collectifs et plusieurs appartements (UMVA)
		Service d'accueil familial Service Grands mineurs/Jeunes Majeurs	Centre de placement familial 60 places de 0 à 18 ans 10 places de 16 à 18 ans 10 places de 18 à 21 ans
	Dispositif milieu ouvert	AEMO et AMEO renforcée	Action éducative en Milieu ouvert (AEMO) 404 mesures AEMO 48 mesures AEMO renforcée
		Service d'investigation éducative	Investigation éducative 445 mineurs en 2024
PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE			
A.R.S. (Assurance Maladie)	Dispositif Médico-Social	ITEP Château Sage	Institut thérapeutique éducatif et pédagogique (ITEP) 48 places
		SESSAD du Fer à Cheval	Service d'éducation spécialisé et de soin à domicile (SESSAD) 35 places
		SESSAD de Seysses	Service d'éducation spécialisé et de soin à domicile (SESSAD) 30 places

LES MOYENS DE L'ASSOCIATION

Les ressources de l'Association sont constituées :

- Des cotisations annuelles :

290 € pour l'année 2024

- Des subventions (concours publics) :

17 754 K€ pour l'exercice 2024

- Des dons manuels et aides privées que l'Association peut recevoir,

- De tout autre ressource non interdite par les lois et règlements en vigueur.

Visa pour certification

@ec

audit

Commissaire aux comptes



COMPTES ANNUELS DU : 01/01/2024		ASPE2A	N	N-1
AU : 31/12/2024			EXERCICE : 2024	2023
			Durée : 12 mois	12 mois

ANNEXE

A - INFORMATIONS GENERALES ET FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE (2/2)

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

1- Restructuration de la MECS l'Orangerie

L'ouverture du chantier date du 23 novembre 2023. L'année 2024 marque une étape majeure dans la restructuration de la MECS. Au 31/12/2024, 80 % des travaux sont réalisés. L'extension neuve du bâtiment pour la partie administrative est presque terminée. Ce chantier historique pour l'aspe2a, tant sur le plan financier qu'organisationnel, a mobilisé 17 entreprises de corps de métiers différents.

Ce projet, initialement validé par le Conseil départemental pour un montant de 3 882 000 €, a nécessité certains arbitrages afin de limiter les surcoûts, tout en maintenant la sécurité et l'accueil des jeunes comme priorités. À ce titre, les travaux de second œuvres des annexes de l'atelier de maintenance et de la salle du personnel ont été abandonnées pour réduire les frais à hauteur de 29K€.

En parallèle, l'obtention de financements externes a permis de limiter les dépassements :

Subvention de l'aéroport de Toulouse-Blagnac dans le cadre du programme SILENCIO : 227 K€

Financement du City Stade par l'Agence nationale du sport : 22 K€

2 - Déménagement des bureaux du Service d'Accueil Familial et des Jeunes Majeurs

Les locaux du Centre de Placement Familial, initialement situés boulevard d'Arcole à Toulouse, ont déménagé en janvier 2024 pour occuper les anciens bureaux du siège social, situés au 214 route de Saint-Simon. Deux plateaux de bureaux sont désormais loués par l'association au même étage.

Ce déménagement répond aux exigences réglementaires en matière d'accessibilité et de sécurité des locaux. De plus, leur emplacement offre une meilleure desserte pour les assistants familiaux, et le parking facilite le stationnement des familles et des professionnels.

Des travaux de cloisonnement ont été nécessaires pour adapter les lieux aux besoins du service. En septembre 2024, le Service des Jeunes Majeurs a relocalisé ses bureaux dans un appartement précédemment loué par l'aspe2a, plus proche des transports en commun, afin de faciliter l'accessibilité des jeunes. Le site du Tertial reste mobilisé pour les sujets transversaux, les réunions d'équipes, les rencontres avec les intervenants extérieurs.

3-Poursuite de l'aménagement de l'Espace Vestrepain:

Comme présenté dans le projet d'acquisition de l'Espace Vestrepain, les locaux achetés en novembre 2023 sont partagés entre le Ditep, la MECS et le Siège social. En 2024 les aménagements se poursuivent :

L'unité UMVA de la MECS, s'installe dans les appartements semi-autonomes destinés aux jeunes à partir de 16-17 ans. Actuellement, 9 jeunes y résident sur une capacité de 18 places.

Des appartements diffus sont toujours loués pour maintenir l'activité.

L'antenne DITEP "Unité des Grands", précédemment située dans au Fer à Cheval, s'est installée en mai 2024,

Le positionnement de cette unité DITEP sur Vestrepain s'inscrit dans la logique du dispositif répartis sur deux territoires :

Territoire de Toulouse : site principal de Château Sage et l'antenne de Vestrepain

Site de Plaisance : site occupé par le dispositif Rivière depuis 2023

Les déménagements se sont déroulés entre avril et mai 2024.

4- Extension du SEGUR

L'accord du 4 juin 2024 portant extension du Ségur dans le cadre de la politique salariale en lien avec la négociation de la CCNUE dans le secteur sanitaire, social et médico-social privé à but non lucratif octroie une revalorisation salariale, pour tous les salariés, à hauteur de 238 euros bruts mensuels avec effet rétroactif au 1er janvier 2024.

Cet accord a été agréé par la Ministre du travail, de la santé et des solidarités le 25 juin 2024 (publication au Journal Officiel du 26 juin 2024).

Cette revalorisation salariale constitue une dépense nouvelle sur 2024, qui comme indiqué dans les courriers de tarification 2024 du Conseil Départemental sera constatée aux comptes administratifs.

L'association, a décidé malgré l'absence de financement par l'autorité de contrôle et de tarification de verser le SEGUR à tous les salariés. L'ARS et la PJJ ont assuré le financement de cette charge supplémentaire contrairement au Conseil Départemental.

Cette revalorisation représente 322K€ pour les établissements sous autorité du Conseil Départemental, un surcoût qui impacte directement les résultats des établissements.

6- Evenement post cloture en lien avec la restructuration de la MECS

Le 30 avril 2025, au cours de la présentation des comptes administratifs au Conseil d'Administration, un courriel de la Maire de quartier de Pourvoirville, adressé au Directeur Général indique que la proposition de dérogation présentée pour le rejet des eaux de la MECS, provenant de la micro station n'est pas envisageable. Cette situation remet en cause l'achèvement des travaux de la MECS dans les délais initialement prévus. Une nouvelle solution technique est en cours d'étude.



COMPTES ANNUELS DU : 01/01/2024		ASPE2A	N	N-1
AU : 31/12/2024			EXERCICE : 2024	2023
			Durée : 12 mois	12 mois

ANNEXE

B- REGLES ET METHODES COMPTABLES (1/2)

Note N° B1 : REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
 - permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
 - indépendance des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.
- Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Les états financiers ont été établis en conformité avec :

- le règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général modifié par le règlement ANC n° 2020-09 du 4 décembre 2020 ;
- le règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif modifié par le règlement ANC n° 2020-08 du 4 décembre 2020 ;
- le règlement ANC 2019-04 du 8 novembre 2019, relatif aux règles comptables applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS) définis par l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles (CASF) appliquant l'instruction budgétaire et comptable M22.

Les comptes annuels de l'association correspondent au cumul des activités de gestion propre et des établissements médico-sociaux. Les prestations réciproques sont isolées au cours de l'année dans des comptes d'opérations inter centres, et ne sont pas présentées au compte de résultat général. Il en est de même pour les comptes de liaison inter établissements qui sont neutralisés pour la présentation du bilan.

Note N° B2 : GESTION PROPRE ET GESTION CONTRÔLÉE

Les opérations relevant d'un droit de regard des organismes financeurs de contrôle, de tarification ou de tutelle font l'objet d'une comptabilité distincte de celles relevant de la compétence exclusive de l'Association et de ses instances de direction. Les premières constituent le domaine de la gestion contrôlée, les secondes, celui de la gestion propre.

La situation patrimoniale de l'association est obtenue par agrégation de la gestion propre et de la gestion contrôlée.

Les charges engagées sur une décision de gestion de l'Association sans discussion préalable avec les organismes financeurs de contrôle, de tarification ou de tutelle sont, en cas de refus, comptabilisées au titre de la gestion propre.

• Fonds propres :

Art. 131-1, Rqlt. ANC 2019-04

L'entité gestionnaire distingue, dans ses fonds propres, **les fonds propres restituables** aux autorités de tarification par ses établissements selon les dispositions de l'article L. 313-19 du code de l'action sociale et des familles et dont l'affectation est soit décidée par une autorité de tarification selon les dispositions de l'article R. 314-51 du même code, soit réalisée conformément aux dispositions de l'article R. 314-234 du même code.

Ces fonds propres constituent les fonds propres de l'activité sociale et médico-sociale sous gestion contrôlée, dits **fonds avec droit de reprise**.

Les fonds propres sans droit de reprise relatifs à la gestion propre sont présentés sous la rubrique "FONDS PROPRES ET AUTRES FONDS NON REGIS PAR LE CASF", ceux relatifs à la gestion contrôlée, qui sont avec droit de reprise sous la rubrique "AUTRES FONDS ASSOCIATIFS REGIS PAR LE CASF OU AVEC DROIT DE REPRISE".

Les charges et produits que l'Association estime fondée d'imputer à la gestion contrôlée et que les organismes financeurs de contrôle, de tarification ou de tutelle n'ont pas pris en compte dans les budgets, sont affectés par décision de l'Assemblée Générale Ordinaire en "RAN - Résultats des activités ESSMS sous gestion contrôlée". Ils sont rattachés à la gestion contrôlée, dans une section spécifique.

• Affectation des résultats des comptes administratifs :

Art. 131-2, Rqlt. ANC 2019-04

Lors de l'affectation du résultat, l'entité gestionnaire comptabilise, dans des comptes spécifiques de report à nouveau, le résultat de l'activité sociale et médico-sociale sous gestion contrôlée de ces établissements ajusté des deux éléments suivants :

- les charges et les produits des établissements dont la prise en compte par l'autorité de tarification est différée,
- les charges des établissements rejetées par l'autorité de tarification, conformément aux dispositions de l'article R. 314-52 ou de l'article R. 314-236 du code de l'action sociale et des familles et dont le rejet est contesté par l'entité dans le cadre d'un recours.

Lorsque les recours sont épuisés, les charges des établissements rejetées par l'autorité de tarification sont affectées dans le compte de report à nouveau général de l'association.

Les résultats en attente d'affectation : Plus qu'un seul compte 115 « Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales (SMS) sous gestion contrôlée », avec des subdivisions spécifiques :

1150 : Report à nouveau des activités SMS sous gestion contrôlée (solde créditeur)

11590 : Report à nouveau des activités SMS sous gestion contrôlée (solde débiteur)

11591 : Report à nouveau constitué des charges rejetées des activités SMS sous gestion contrôlée : Les dépenses rejetées dont les recours ne sont pas épuisés à ce jour.

11592 : Report à nouveau constitué des charges et produits des activités SMS sous gestion contrôlée dont la prise en compte est différée (comme les congés payés).

Note N° B3 : SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Les subventions d'investissement figurent dans les fonds propres sous la rubrique "Subventions d'investissement". Elles sont rapportées aux résultats sur la durée d'amortissement des biens concernés lorsqu'ils sont amortissables ou sur 10 ans au plus dans le cas contraire.



ASPE2A		N	N-1
COMPTES ANNUELS DU : 00/01/1900		EXERCICE : 2024	2023
AU : 00/01/1900		Durée : 12 mois	12 mois

ANNEXE

B- REGLES ET METHODES COMPTABLES (1/2)

Note N° B4 : SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT

Le règlement ANC 2018-06 différencie les subventions des concours publics :

Les concours publics sont les contributions financières apportées par des autorités administratives en application d'un dispositif législatif ou réglementaire (Rgl. 2018-06, art. 142-9), « Par exemple, sont qualifiés de concours publics (...), les ressources issues de la tarification ou des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS).... ».

Et les distingue des subventions, lesquelles sont attribuées de façon facultative (Rgl. 2018-06, art. 142-8 par référence à l'art. 9-1 de la loi n° 2000-321 créé par l'art. 59 de la loi ESS du 31 juil. 2014)

Sont comptabilisés, à la clôture de l'exercice, dans les comptes de fonds dédiés, les montants non utilisés pendant l'exercice des ressources suivantes : subventions d'exploitation ; contributions financières reçues d'autres personnes morales de droit privé à but non lucratif ; ressources liées à la générosité du public comprenant les dons manuels, le mécénat, les legs, donations et assurances-vie.

Toutefois, une spécificité pour les ESSMS permet de faire des fonds dédiés sur les contributions financières des ATC (Autorités de Tarification et de Contrôle) aux ESSMS, si les conditions prévues à l'art. 132-1 du règlement ANC n° 2018-06 sont satisfaites, c'est-à-dire si l'ATC a expressément dédié ce financement à un projet défini :

- sur opérations d'investissement (dont, le retraitement des provisions réglementées pour renouvellement d'immobilisation en fond dédié à l'investissement) ;
- sur opérations d'exploitation

Note N° B5 : AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS

Le Conseil départemental de la Haute-Garonne, dans son courrier du 18-11-2020, a réaffirmé sa position concernant la date de début d'amortissement des immobilisations : prise en compte des dotations aux amortissements à compter du 1er janvier N+1 pour les immobilisations acquises en cours d'année N.

Il a affirmé que cette position était valable tant dans le cadre de la tarification exclusive, à compter du 1er janvier 2020, que dans le cadre de la tarification conjointe dès la mise en application du PPI conjoint avec la P.J. 2021-2025 (Accord PJJ en date du 03/03/2021).

Ainsi, hors sur le dispositif ITEP (compétence exclusive de l'ARS), les amortissements des immobilisations acquises en année N ne seront comptabilisés qu'à compter du 1er janvier N+1. Ce principe comptable étant contraire au droit comptable applicable en France, les dotations aux amortissements des biens acquis en N sont comptabilisées dans la section des retraitements afin d'en tenir compte dans les présents comptes annuels.

Note N° B6 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les frais d'établissement correspondent à des dépenses engagées à l'occasion d'opérations qui conditionnent le développement de l'association, mais qui ne peuvent être rapportées à des productions de biens ou services identifiés.

Les frais de recherche et développement correspondent à des dépenses engagées à l'occasion d'opérations qui contribuent au développement de l'association, et qui peuvent être rapportées à des productions à venir de biens ou services identifiés.

• Mode et durée d'amortissement :

- Frais d'établissement : linéaire sur 3 à 5 exercices ;
- Frais de recherche et développement : linéaire sur la durée prévue des productions à venir de biens ou services, sans excéder 3 exercices ;
- Logiciels : linéaire sur 3 à 5 exercices.

Note N° B7 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production sous déduction de leur valeur probable de réalisation. Les amortissements sont calculés sur la durée de vie d'utilisation estimée des immobilisations.

• Mode et durée d'amortissement des immobilisations acquises neuves :

- Installations, aménagements, agencements : linéaire entre 5 ans et 15 ans ;
- Bâtiments et constructions : linéaire sur 20 à 50 ans ;
- Installations techniques, matériel et outillages industriels : linéaire de 3 à 5 ans ;
- Matériel de transport : linéaire sur 3 à 5 ans
- Matériel de bureau et informatique : linéaire sur 5 ans ;
- Mobilier : linéaire de 3 à 10 ans.

• Mode et durée d'amortissement des immobilisations acquises d'occasion (hors bâtiment et travaux de restructuration ou de rénovation, qui suivent les mêmes durées que les immobilisations acquises neuves) :

- linéaire sur la durée de vie restant à courir.

Note N° B8 : CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision est comptabilisée lorsque le recouvrement de créances importantes est gravement compromis ou lorsqu'elles font l'objet d'une procédure contentieuse.



COMPTES ANNUELS DU : 01/01/2024		ASPE2A	N	N-1
AU : 31/12/2024			EXERCICE : 2024	2023
			Durée : 12 mois	12 mois

ANNEXE

B- REGLES ET METHODES COMPTABLES (2/2)

Note N° B9 : STOCKS ET EN-COURS

Les stocks et les en-cours sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré, au coût d'acquisition ou de production. Ils sont ramenés à leur valeur probable de réalisation, si celle-ci s'avère inférieure.

Note N° B10 : CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services". À ce jour, l'association n'a pas recours à des contributions volontaires significatives

Note N° B11 : INDEMNITES DE DEPART A LA RETRAITE

La provision pour indemnités de départ en retraite a été évaluée conformément aux principes généralement admis en France selon la méthode ANC 2021. Elle ressort à 630 670€ et a été calculée en fonction de la convention collective des établissements et services pour personnes inadaptées et handicapées du 15 mars 1966 et des hypothèses suivantes :

- départ prévu sauf dérogation individuelle : 64 ans pour les salariés cadres et non cadres ;
- taux de rotation du personnel 2024 retenu : 11% pour les salariés cadres, 11% pour les salariés non-cadres ;
- taux de progression salariale : 1,50% pour les salariés cadres, 2% pour les salariés non-cadres ;
- taux d'actualisation 3,38% ;
- taux de charges sociales : 62% pour les salariés cadres, 50% pour les salariés non-cadres ;
- table de mortalité : table réglementaire INSEE 2020/2022.



ASPE2A		N	N-1
COMPTES ANNUELS DU : 01/01/2024	EXERCICE :	2024	2023
AU : 31/12/2024	Durée :	12 mois	12 mois

ANNEXE (Suite)

C - COMPLÉMENTS D'INFORMATION RELATIFS AUX POSTES DU BILAN (1/6)

C.1) IMMOBILISATIONS						
Valeurs brutes	Valeurs brutes à l'ouverture	Réévaluation pratiquée	Acquisitions créations, ...	Virement à un autre poste	Cessions ou mises au rebut	Valeurs brutes à la clôture
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
Frais d'établissement	0					0
Frais de recherche et développement	0		9 900			9 900
Donations temporaires d'usufruit	0					0
Concessions, brevets et droits similaires	202 605					202 605
Autres immobilisations incorporelles	26 560					26 560
Immobilisations incorporelles en cours	1 800					1 800
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles						0
TOTAL VALEURS BRUTES	230 965	0	9 900	0	0	240 865
IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
Terrains	1 659 280					1 659 280
Constructions	10 832 562		30 088		8 124	10 854 526
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 177 173		75 530		7 647	1 245 056
Autres immobilisations corporelles	1 330 762		62 456			1 393 218
Immobilisations corporelles en cours	323 542		2 715 345		14 327	3 024 559
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	1 800					1 800
TOTAL VALEURS BRUTES	15 325 119	0	2 883 419	0	30 098	18 178 440
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES						
Participations	2 104					2 104
Créances rattachées à des participations	0					0
Autres titres immobilisés	208 314		16 928			225 242
Prêts	0					0
Dépôts, cautionnement et autres immobilisations financières	87 603		890		17 703	70 790
TOTAL VALEURS BRUTES	298 021	0	17 818	0	17 703	298 135
Amortissements et provisions	à l'ouverture	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	à la clôture	Amortissements dérogatoires Dotations Reprises	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
Frais d'établissement	0			0		
Frais de recherche et développement	0			0		
Donations temporaires d'usufruit	0			0		
Concessions, brevets et droits similaires	188 735	13 825	12 056	190 504		
Autres immobilisations incorporelles	21 441	3 317		24 758		
Immobilisations incorporelles en cours	0			0		
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	0			0		
TOTAL AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	210 176	17 142	12 056	215 262	0	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
Terrains	10 920			10 920		
Constructions	4 057 408	372 928	8 124	4 422 213		
Installations techniques, matériel et outillage industriels	931 149	44 125	7 647	967 627		
Autres immobilisations corporelles	1 116 840	79 305	16 768	1 179 377		
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles						
TOTAL AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	6 116 317	496 358	32 539	6 580 137	0	0
C.2) CHARGES À RÉPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES						
Mouvements de l'exercice	Montant net à l'ouverture	Augmentations de l'exercice	Dotations aux amortissements	Montant net à la clôture		
Charges à répartir sur plusieurs exercices	33 863	30 116	1 613	62 366		



C - COMPLÉMENTS D'INFORMATION RELATIFS AUX POSTES DU BILAN (2/6)

C.3) PROVISIONS

	Montant au début de l'exercice	Augmentations : Dotations de l'exercice	Diminutions : Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
. Provisions pour dotation à la réserve de trésorerie	538 076			538 076
. Provisions pour investissement	0			-
. Provisions pour hausse des prix	0			-
. Provisions pour fluctuation des cours	0			-
. Amortissements dérogatoires	0			-
. Provisions réglementées afférentes aux plus-values nettes	295 651			295 651
. Autres provisions réglementées	112 361	2 631		114 992
TOTAL DES PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	946 088	2 631	0	948 719
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
. Provisions pour litiges	81 148	55 000		136 148
. Provisions pour garanties données aux clients				
. Provisions pour pertes sur marchés à terme				
. Provisions pour amendes et pénalités				
. Provisions pour pertes de change				
. Provisions pour pensions et obligations similaires				
. Provisions pour impôts				
. Provisions pour travaux et renouvellement des immobilisations				
. Provisions pour grosses réparations				
. Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
. Autres provisions pour risques et charges	25 952		1 855	24 097
TOTAL DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	107 099	55 000	1 855	160 244
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATIONS				
. Sur immobilisations incorporelles				
. Sur immobilisations corporelles	10 920			10 920
. Sur immobilisations				
. Sur stocks et en-cours				
. Sur clients, adhérents, usagers et comptes rattachés				
. Sur titres de participation				
. Sur titres de placement				
. Sur autres immobilisations financières				
. Sur autres provisions pour dépréciation				
TOTAL DES PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	10 920	0	0	10 920
TOTAL GÉNÉRAL	1 064 108	57 631	1 855	1 119 884

	. d'exploitation	55 000	
Dont dotations et reprises	. financières		
	. exceptionnelles	2 631	1 855



COMPTES ANNUELS DU : 01/01/2024 AU : 31/12/2024		ASPE2A	N	N-1
			EXERCICE : 2024	2023
			Durée : 12 mois	12 mois

ANNEXE (Suite)

C - COMPLÉMENTS D'INFORMATION RELATIFS AUX POSTES DU BILAN (3/6)

C.4) ÉTAT DES CRÉANCES					
		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an	
SUR ACTIF IMMOBILISÉ					
. Créances rattachées à des participations					
. Prêts					
. Autres immobilisations financières		70 790	-	70 790	
TOTAL DES CRÉANCES SUR ACTIF IMMOBILISÉ		70 790	-	70 790	
SUR ACTIF CIRCULANT					
. Organismes et usagers douteux ou litigieux		-			
. Autres créances sur les organismes et usagers		2 675 542	2 675 542		
. Créances représentatives de titres prêtés		-			
. Personnel et comptes rattachés		1 153	1 153		
. Sécurité sociale et autres organismes sociaux		6 272	6 272		
. État et autres collectivités publiques	. Impôts sur les bénéfices				
	. Taxe sur la valeur ajoutée				
	. Autres impôts, taxes et versements assimilés				
	. Divers	301 539	301 539		
. Groupe et associés					
. Débiteurs divers (dont produit à recevoir)		70 549	70 549		
. Charges constatées d'avance		54 368	54 368		
TOTAL DES CRÉANCES SUR ACTIF CIRCULANT		3 109 423	3 109 423	-	
TOTAL DES CRÉANCES		3 180 213	3 109 423	70 790	
. Montant des prêts accordés en cours d'exercice			. Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice		
C.5) ÉTAT DES DETTES					
		Montant brut	A un an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de cinq ans
. Emprunts obligataires convertibles		-			
. Autres emprunts obligataires		-			
. Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit					
. à un an maximum à l'origine					
. à plus d'un an à l'origine		8 917 113	383 994	1 593 000	6 940 119
. Emprunts et dettes financières diverses		2 276	2 276		
. Fournisseurs et comptes rattachés		437 679	437 679		
. Personnel et comptes rattachés		766 136	766 136		
. Sécurité sociale et autres organismes sociaux		876 997	876 997		
. État et autres collectivités publiques	. Impôts sur les bénéfices	-			
	. Taxe sur la valeur ajoutée	-			
	. Obligations cautionnées	-			
	. Autres impôts, taxes et assimilés	184 170	184 170		
. Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		42 527	42 527		
. Groupe et associés		-			
. Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)		233 194	233 194		
. Découvert, concours bancaires					
. Produits constatés d'avance					
TOTAL DES DETTES		11 460 092	2 926 973	1 593 000	6 940 119
. Montant des emprunts souscrits en cours d'exercice		2 121 908	. Montant des emprunts remboursés en cours d'exercice		291 625



COMPTES ANNUELS DU : 01/01/2024 AU : 31/12/2024		ASPE2A	N EXERCICE : 2024 Durée : 12 mois	N-1 2023 12 mois
----------------------------------------------------	--	--------	-----------------------------------------	------------------------

ANNEXE (Suite)

C - COMPLÉMENTS D'INFORMATION RELATIFS AUX POSTES DU BILAN (4/6)

C.6) TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

	A l'ouverture	Affectation des résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
FONDS PROPRES ET AUTRES FONDS NON REGIS PAR LE CASF	478 350	-	4 072	-	482 422
Fonds propres sans droit de reprise	246 301				246 301
Ecart de réévaluation	260 787				260 787
Réserves statutaires / contractuelles					-
Réserves pour projet de l'entité					-
Autres réserves	-			-	-
Report à nouveau	- 30 750	2 013			- 28 737
Résultat comptable sous Gestion propre	2 013	- 2 013	4 072		4 072
AUTRES FONDS PROPRES REGIS PAR LE CASF OU AVEC DROIT DE REPRISE	3 605 003	- 0	1 547 086	1 385 005	3 767 084
Fonds propres avec droit de reprise	5 428			5 428	-
Ecart de réévaluation					-
Excédents affectés à l'investissement	2 063 291		282 809		2 346 100
Excédents affectés à la couverture du BFR	861 095				861 095
Réserves de compensation des déficits	701 417	-	307 364	452 551	556 229
Réserves de compensation des charges d'amortissement	856 884	-	72 405	11 210	918 080
Autres réserves de gestion contrôlée	258				258
RAN - Résultats des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	- 431 850	267 959	591 364	799 519	- 372 046
RAN - Charges rejetées des activités sociales et médico-sociales et contestées	- 4 003			11 130	- 15 132
RAN - Charges des activités sociales et médico-sociales dont la prise en compte est différée	- 731 276		131 064	105 167	- 705 379
RAN - Affecté au financement de mesures d'exploitation	15 800				15 800
Résultat comptable sous Gestion contrôlée	267 959	- 267 959	162 080		162 080
SITUATION NETTE	4 083 353	- 0	1 551 158	1 385 005	4 249 507
Fonds propres consommables	-				-
Subventions d'investissement	179 851		265 840	7 371	438 320
Provisions réglementées	946 088		2 631	-	948 719
TOTAL	5 209 292	- 0	1 819 629	1 392 376	5 636 546



		ASPE2A	N	N-1	
COMPTES ANNUELS DU :	01/01/2024		EXERCICE :	2024	2023
	AU :	31/12/2024	Durée :	12 mois	12 mois

ANNEXE (Suite)
C - COMPLÉMENTS D'INFORMATION RELATIFS AUX POSTES DU BILAN (5/5)

C.7) TABLEAU DE VARIATION DES FONDS DEDIES

	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondants à des projets sans dépenses au cours des deux derniers exercices
TOTAL	574 554	2 503	47 730	-	-	529 327	-
Contribut [®] financières des autorités de tarificat [®] ESSMS :	568 215	-	47 730	-	-	520 485	-
Subvention d'exploitation :	1 005	2 503	-	-	-	3 508	-
Sur autres ressources :	5 334		-	-	-	5 334	-

C.8) PRODUITS ET AVOIRS A RECEVOIR

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Immobilisations financières	
Créances usagers et comptes rattachés	219 534
Autres créances	27 867
Trésorerie	
TOTAL	247 401

C.9) CHARGES A PAYER ET AVOIRS A ETABLIR

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts et dettes des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	2 276
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	87 026
Dettes fiscales et sociales	1 157 449
Autres dettes	-
TOTAL	1 246 751

C.10) CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	54 368	
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	54 368	-



COMPTES ANNUELS DU : 01/01/2024 AU : 31/12/2024		ASPE2A	N	N-1
			EXERCICE : 2024	2023
			Durée : 12 mois	12 mois

ANNEXE (Suite)

D - COMPLÉMENTS D'INFORMATION RELATIFS AUX POSTES DU COMPTE DE RESULTAT (1/1)

D.1) PRESENTATION DES RESULTATS PAR ETABLISSEMENT

	Résultat comptable	Reprise résultat antérieur	Résultat affecté	Dépenses non opposables	Résultat à affecter
ETABLISSEMENTS DE GESTION PROPRE	4 072	0	4 072	0	4 072
ASSOCIATION	4 072		4 072		4 072
ETABLISSEMENTS DE GESTION CONTRÔLE	162 080	35 000	197 080	-12 563	184 517
ITEP	7 587	35 000	42 587	25 157	67 744
SIE	-78 990		-78 990	-11 406	-90 396
JM	50 719		50 719	1 346	52 065
MECS	298 150		298 150	12 842	310 992
SAF	-286 408		-286 408	-20 678	-307 086
SIEGE	-10 102		-10 102	-3 406	-13 508
AEMO	220 886		220 886	-16 418	204 468
RETRAITEMENT	-39 762		-39 762		-39 762
TOTAL ASSOCIATION	166 152	35 000	201 152	-12 563	188 589

D.2) TABLEAU DES CONCOURS PUBLICS ET DES SUBVENTIONS

	Autorités administratives	Montant
Concours publics		17 754 032
ITEP	Agence Régionale de la Santé	4 301 369
SIE	Protection Judiciare de la Jeunesse	1 094 497
JM	Conseil Départemental	740 895
MECS	Conseil Départemental	5 189 334
SAF	Conseil Départemental	3 927 104
AEMO	Conseil Départemental	2 500 832
Subvention d'exploitation		-
Subvention d'investissement		-
TOTAL		17 754 032



		ASPE2A	N	N-1
COMPTES ANNUELS DU :	01/01/2024	EXERCICE :	2024	2023
AU :	31/12/2024	Durée :	12 mois	12 mois

ANNEXE (Suite)

E - INFORMATIONS DIVERSES (1/2)

E.1) ENGAGEMENTS HORS-BILAN

	Lettre d'intention	Sûretés réelles	Cautions	Engagements	TOTAL N 0	TOTAL N - 1 0
ENGAGEMENTS DONNÉS						
. Pensions, retraite et obligations similaires du personnel				630 670	630 670	640 290
. Intérêts restant à courir sur emprunts contractés				2 609 080	2 609 080	2 070 369
. Garanties données sur emprunts contractés		4 843 034			4 843 034	4 018 447
. Garanties données aux dirigeants					-	-
					-	-
					-	-
TOTAL	0	4 843 034	-	3 239 750	8 082 784	6 729 106
ENGAGEMENTS RECUS						
. Intérêts restant à courir sur prêts consentis					-	-
. Garanties reçues sur emprunts contractés			2 178 935		2 178 935	1 422 885
. Garanties reçues des dirigeants					-	-
. Plafond de découvert autorisé					-	-
. Plafond d'escompte autorisé					-	-
. Plafond loi Dailly autorisé					-	-
. Valeur résiduelle sur crédits-baux mobiliers					-	-
. Valeur résiduelle sur crédits-baux immobiliers					-	-
					-	-
TOTAL	0	0	2 178 935	-	2 178 935	1 422 885
ENGAGEMENTS RÉCIPROQUES						
. Effets escomptés non échus					-	-
. Loyers restant dûs sur crédits-baux mobiliers					-	-
. Loyers restant dûs sur crédits-baux immobiliers					-	-
. Loyers restant dûs sur baux commerciaux					-	-
. Créances ou cptes courants abandonnés à meilleure fortune					-	-
					-	-
TOTAL	-	-	-	-	-	-

E.2) EFFECTIF MOYEN EMPLOYÉ DURANT L'EXERCICE

	Dirigeants	Cadres	Agents de maîtrise	Employés, Ouvriers	TOTAL N 0	TOTAL N - 1 0
Nombre de personnes	7	53		263	323	319
Nombre de postes en équivalent temps plein	7	39		224	270	237
Dont :						
. apprentis				4	4	9
. handicapés				10	10	8
. Autres contrat aidés					-	-

E.3) HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

	Montant
Honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes	33 626
Honoraires facturés au titre des autres missions et prestations	-
TOTAL	33 626



E.4) CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

	Charges		Produits
Secours en nature	0	Dons en nature	0
Mise à disposition gratuite de biens	0	Prestations en nature	0
Prestations en nature	0	Bénévolat	0
Personnel bénévole	0		
TOTAL	0	TOTAL	0

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services*.

E.4) INFORMATIONS PRESCRITES PAR LA LOI 2006-586 DU 23 MAI 2006 RELATIVE A L'ENGAGEMENT EDUCATIF

En application de la Loi 2006-586 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, nous vous informons que le montant global des rémunérations brutes et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés au sens de l'article L. 3111-2 du Code du travail s'élève à 0 € euros pour l'exercice.

E.5) TRANSACTIONS EN VERTU DE 431.12 DE L'ANC 2018-06

Nous vous informons qu'aucune transaction non habituelle ou conclue à des conditions anormales a été effectuée avec des personnes physiques ou personnes morales.

